

PLAN GENERAL DE COORDINATION



Maître d'Ouvrage : LE NID		
Opération : Construction de 8 logements individuels		
Adresse : Rue Saint Norbert 54700 PONT A MOUSSON		
Coordonnateur SPS en phase conception		Agence : GRAND-EST 92B bd de la Solidarité 57070 METZ Tel : 03 72 39 54 63
Nom : Thomas DELORME		
Mail : thomas.delorme@btp-consultants.fr		
Mob. : 07 85 01 58 57		
Coordonnateur SPS en phase réalisation		
Nom : Thomas DELORME		
Mail : Thomas.delorme@btp-consultants.fr		
Mob. : 07 85 01 58 57		
Aff. N° : C MECS 2022 30 144506	Date : 11/05/2022	Catégorie de l'opération : 2

Date	Modifications apportées – harmonisation des PPSPS

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
SYNTHESE DE L'ORGANISATION DU CHANTIER.....	4
<i>A compléter en phase de préparation, et à mettre à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux</i>	<i>4</i>
RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	6
1. Coordonnées des intervenants	6
2. Description sommaire de l'opération	6
3. Planning prévisionnel.....	6
4. Catégorie de l'opération.....	7
5. Mode de consultation des entreprises et allotissement.....	7
MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR.....	7
1. DT/DICT	7
2. Plan d'installation de chantier	7
3. Cantonnements.....	8
4. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier.....	8
5. Electricité provisoire de chantier	8
Installation électrique de base à créer	8
Installation électrique complémentaire à créer, après décoffrage des niveaux.....	9
6. Eau potable du chantier	9
Installation de base	9
7. Nettoyage du chantier.....	9
8. Nettoyage cantonnements	9
9. Clôtures de chantier	10
Clôtures de chantier	10
10. Circulations horizontales des piétons	10
11. Circulations verticales des piétons	10
12. Circulations des véhicules et engins.....	10
13. Aire de livraison	10
14. Zones de stockage.....	11
15. Echafaudages	11
16. Protections collectives	12
MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS en matière de sécurité et de santé, et les sujétions qui en découlent.....	13
1. Visite d'inspection commune - PPSPS	13
2. Travaux de terrassement, de tranchées	13
3. Travaux à proximité de réseaux enterrés et aériens	13
4. Organisation des manutentions et moyens de levage.....	14
MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	16
1. Accueil sur site et formation.....	16
2. Registre de sécurité	16
3. Enchaînement des tâches	16
4. Travaux superposés	17

5. Organisation de la co-activité	17
MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES	17
1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le maître d'Ouvrage	17
2. Conditions de coopération entre les intervenants	17
3. Formation du personnel	18
4. Travailleurs étrangers	18
5. Responsabilité de chaque entreprise	18
6. Prestataires de services.....	19
7. Sous-traitance	19
8. Non-respect des dispositions du Code du Travail	19
9. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention	20
ORGANISATION DES SECOURS	20
1. Procédures - Accès	20
2. Téléphone	20
3. Sauveteurs Secouristes du Travail	20
4. Trousses de secours.....	20
AFFICHAGE DE SECURITE	21

SYNTHESE DE L'ORGANISATION DU CHANTIER

A compléter en phase de préparation, et à mettre à jour au fur et à mesure de l'avancement des travaux

Organisation des secours	Procédure d'évacuation des blessés : par les secours Point de regroupement : devant le cantonnement Accueil des secours par : l'entreprise qui a appelé les secours	
Services de secours	Adresse	N° Téléphone
POMPIERS		18
POLICE		17
SAMU HOPITAL URGENCES	29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 NANCY	03 83 85 85 85
Centre SOS MAIN	49 rue Hermite 54000 NANCY	03 83 85 79 00
CENTRE ANTIPOISONS	29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 NANCY	03 83 22 50 50

Ouverture/fermeture du chantier	Horaires : de 7h30 à 18h30 Qui ouvre, qui ferme : Les entreprise présentes Travaux le samedi : Informer la Maîtrise d'Ouvrage et Maîtrise d'Œuvre Travaux le Dimanche : Interdit
--	---

DICT	Prestation à la charge des entreprises titulaires des lots 01
Demande à faire avant démarrage des travaux de chaque lot	

Plan d'installation de chantier	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01
A établir durant la phase de préparation	

Clôtures de chantier	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01
En limite de la périphérie de la parcelle :	

Accès piétons	Prestation à la charge des entreprises titulaires des lots 01
Devant chaque pavillon, accès de plain-pied sécurisé suivant chaque phase (terrassment, fondations, maçonnerie, aménagement)	

Cantonnements	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01
Capacité d'accueil : 8 personnes en moyenne Installés dans les bungalows, situés : à préciser	
Accès véhicules – Livraison	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01
Accès en marche avant, Sortie en marche avant, fond de forme des voiries dès le démarrage des travaux Limite de charge : pour PL 40T	
Places de stationnement	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01
Réservé à : pour les véhicules entreprises uniquement Emplacements : à proximité du cantonnement	
Aires de stockage	Prestation à la charge des entreprises
Sur terre-plein, en extérieur : emplacement délimité par un balisage devant chaque pavillon	
Électricité de chantier de base	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01
Emplacement de l'armoire principale : en limite de parcelle	
Électricité complémentaire	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 09
Coffrets prises: - 1 coffret de 4 prises 230V par pavillon	
Eau potable de chantier de base	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01
- point de puisage depuis le réseau de distribution	
Nettoyage de chantier	Toutes les entreprises
Nettoyage quotidien	
Echafaudages	Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01
Mise en commun pour les lots : 02 / 03 / 04 Phasage, durée : installation échafaudage dès la fin du Gros Œuvre Protection collective pendant les travaux de charpente couverture et enduit	

RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

1. Coordonnées des intervenants

Maître d'Ouvrage	Adresse	Représentant	Téléphone
LE NID	26 boulevard du 21 ^e Régiment d'Aviation 54000 NANCY	Lorry MAIRE	Tél. 06 21 48 61 49

Maître d'Ouvre	Adresse	Représentant	Téléphone
ARCHILOR	7 Allée de la Forêt de la Reine 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	Pierre JOPPIN	Tél : 07 71 43 18 09

Coordonnateur SPS phase conception	Adresse	Représentant	Téléphone
BTP Consultants	92B bd de la Solidarité 57070 METZ	Thomas DELORME	Tél : 07 85 01 58 57
Coordonnateur SPS phase réalisation	Adresse	Représentant	Téléphone
BTP Consultants	92B bd de la Solidarité 57070 METZ	Thomas DELORME	Tél : 07 85 01 58 57

Inspection du Travail	Adresse	Représentant	Téléphone
	10 rue Mazagran 54000 NANCY		Tél : 03 83 30 89 20

CARSAT	Adresse	Représentant	Téléphone
	85 rue de Metz 54000 NANCY		Tél. : 3960

OPPBTP	Adresse	Représentant	Téléphone
	9 rue des Tarbes 54270 ESSEY LES NANCY		Tél. : 03 83 20 20 03

2. Description sommaire de l'opération

Construction de 8 logements individuels

3. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 16 mois
- Démarrage prévisionnel : Septembre 2022
- Effectif prévisionnel : En moyenne : 8 personnes
: En pointe : 15 personnes

4. Catégorie de l'opération

L'opération a été classée par le Maître d'Ouvrage en 2^{ème} catégorie.

5. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés et alloti comme suit :

LOT N° 01	VRD GROS OEUVRE
LOT N° 02	CHARPENTE COUVERTURE
LOT N° 03	ETANCHEITE
LOT N° 04	MENUISERIES PVC SERRURERIE
LOT N° 05	PLATRERIE
LOT N° 06	MENUISERIE BOIS INTERIEURE SOLS STRATIFIES
LOT N° 07	CARRELAGE FAIENCE
LOT N° 08	PEINTURE
LOT N° 09	ELECTRICITE
LOT N° 10	PLOMBERIE CHAUFFAGE VMC

MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE, EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

1. DT/DICT

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Sans réponse d'un ou plusieurs concessionnaires 9 jours avant démarrage la date prévue pour son intervention, une lettre de rappel leur sera adressée.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Les travaux à proximité de réseaux électriques de classe A ne pourront toutefois démarrer qu'après un délai de 48 heures après envoi de ce courrier.

Les travaux à proximité de réseaux de classe B et C ne pourront débuter sans récépissé de la part des concessionnaires, et sans inspection complémentaire, marquage et piquetage, pour les réseaux de classe B et C.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

2. Plan d'installation de chantier

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux, le plan d'installation de chantier sera présenté au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux (désamiantage/démolition – terrassement – à l'arrivée des engins de levage – au départ des engins de levage, etc...) :

- Le tracé des clôtures de chantier, avec implantation des accès véhicules et piétons;
- Le principe de circulations piétonnes, véhicules et engins, intérieures au chantier, ainsi que leurs limites d'emploi (résistance, gabarits, pentes, etc.) ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;

Ce plan sera affiché au mur de la salle de réunion. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

3. Cantonnements

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires pour une capacité d'accueil de 15 personnes :

Sanitaires

Ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir et d'une douche pour 10 personnes, ainsi que d'un lavabo pour 10 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront éclairés, chauffés et ventilés

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Vestiaires

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés, éclairés.

Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec condamnation par moraillon porte-cadenas.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

Réfectoires

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés, éclairés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows.

4. Dispositions prises pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place de panneaux « interdisant l'accès au public ».

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents, au sens de l'article L.8271-1.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat. Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement.

5. Electricité provisoire de chantier

Installation électrique de base à créer

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par le Maître d'Œuvre.

La puissance de l'abonnement devra prendre en compte la puissance nécessaire pour la mise en place de radiateurs électriques dans chaque logement. Puissance à déterminer avec le lot 05.

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé des cantonnements

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA)

Installation électrique complémentaire à créer, après décoffrage des niveaux

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés piètement métal, P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA)

6. Eau potable du chantier

Installation de base

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau potable (les cantonnements, les points de puisage nécessaire à la réalisation des travaux

Cette installation comprendra toutes les vannes de coupure, dérivations nécessaires, ainsi que les éventuelles tranchées, saignées et protection nécessaire au passage du réseau, le comptage et le sous-comptage éventuel, la mise hors gel des réseaux (cordon chauffant obligatoire), etc.

7. Nettoyage du chantier

Les gravois, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

Suivant la gestion du compte prorata et le plan de gestion des déchets, des bennes à gravats nécessaires au tri sélectif seront mises à la disposition de tous les corps d'état, pendant toute la durée du chantier.

Leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, ou à périodicité fixe, sans jamais que ces bennes ne débordent.

En cas de manquement, et sur simple constat, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

8. Nettoyage cantonnements

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, et sans mise en demeure préalable, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

9. Clôtures de chantier

Clôtures de chantier

La prestation comprendra la mise en œuvre, dès que nécessaire :

- des clôtures de chantier délimitant l'emprise ;
- de portails et portillon d'accès ;
- d'éléments de clôtures intérieurs à l'emprise, pour matérialisation des circulations piétonnes sécurisées.

En phase terrassement, les clôtures de chantier délimitant l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, conformes aux arrêtés municipaux, d'une hauteur de 2 mètres minimum, avec menottage et jambes de force.

Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 1 mètre minimum.

L'ensemble des éléments ci-dessus, ainsi que tout panneau de chantier, devra être stable aux vents extrêmes.

10. Circulations horizontales des piétons

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements
- Entre les cantonnements et les postes de travail.

Les accès au bâtiment, en nombre limité, seront identifiés, à chaque phase de travaux. Si nécessaire, ils seront protégés par des auvents

Les circulations seront séparées physiquement des voies empruntées par les véhicules et engins. Leur entretien et leur adaptation quotidienne, seront dus jusqu'à réception des travaux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau avertisseur adéquat.

11. Circulations verticales des piétons

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux.

Chaque entreprise devra assurer la mise en place d'une échelle pour garantir un accès à l'étage dans les pavillons, uniquement pour ses salariés.

Les échelles seront attachées en pied et en tête.

La mise en œuvre des escaliers définitifs sera réalisée en fin de travaux de chaque pavillon.

12. Circulations des véhicules et engins

Toutes les circulations provisoires pour les véhicules et engins sur chantier et aux abords du chantier seront sécurisées pendant toute la durée des travaux.

La vitesse des véhicules sera limitée à 15 km/h.

13. Aire de livraison

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des clôtures de chantier.

L'aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

14. Zones de stockage

Le Coordonnateur SPS sera en charge de la désignation des zones de stockage affectées à chaque corps d'état.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

15. Echafaudages

Les échafaudages formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- d'un treuil manuel sur bras articulé,

Préconisations spécifiques :

- Protections collectives dépassant de plus de 1,50m le dessus de la couverture en tout point
- Pose de garde-corps sur la face intérieure de la sapine d'accès
- Continuité des planchers des échafaudages sur la périphérie du bâtiment
- Les planchers du dernier niveau devront être positionnés à la même hauteur que la couverture sur les façades avant et arrière
- Les pignons devront être sécurisés sur la face intérieure de l'échafaudage
- Les accès aux différents niveaux de l'échafaudage (échelles à trappes ou escaliers) devront être dissociés des planchers de travail (montage en décalage)

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafaudageur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

16. Protections collectives

Les dispositifs provisoires de protection collective seront conçus de manière à ne pas entraver la mise en place du dispositif définitif.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la maintenance, la surveillance, le démontage et l'enlèvement des protections collectives.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en parfaite et totale sécurité.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits. Avant tout début de ses travaux, lors de la Visite d'inspection commune, le lot en charge de la prestation fera valider par le CSPS la nature des protections collectives provisoires proposées en about de dalles, en périphérie des balcons, en protections des trémies et des baies, etc...

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Nature des protections collectives :

Localisation	Description	Corps d'état chargé de la mise en œuvre	Corps d'état chargé de la maintenance
Fouilles fondations, réseaux	Protections collectives en périphérie de la fouille	Lots 01	Lots 01
	Franchissement des fouilles	Lots 01	Lots 01
Toitures	Echafaudage de façades avec protection couvreur (voir § 15)	Lot 02 / 03	Lot 02 / 03
Façades	Utilisation d'un échafaudage de pied La distance entre le bâtiment et le plancher devra être inférieure à 0,20m	Lot 01	Lot 01

MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE CSPS en matière de sécurité et de santé, et les sujétions qui en découlent

1. Visite d'inspection commune - PPSPS

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Avant remise de son PPSPS, chaque entreprise sera tenue de provoquer sa visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS, en prenant l'initiative de lui proposer par mail un rendez-vous au moins 10 jours avant la date prévue d'intervention sur site.

La visite d'inspection commune se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Les personnels formés pour travailler à partir d'un échafaudage de pied seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Les personnels autorisés à conduire (engins de chantier, engins de levage, etc.) seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Les S.S.T. (Sauveteurs Secouristes du Travail) seront désignés dans le PPSPS des entreprises concernées.

Chaque entreprise devra établir dans son PPSPS une analyse de risques comprenant les risques propres (risque pour les salariés de l'entreprise réalisant les travaux), les risques exportés (risques que les salariés exportent vers les autres entreprises) et les risques importés (risques que les salariés subissent du fait des travaux des autres entreprises).

2. Travaux de terrassement, de tranchés

Les engins circulant ou manœuvrant en marche arrière doivent être équipés des dispositifs de sécurité, selon le cas précisé par la recommandation CNAM R 354 (panier de recueil éventuellement avertisseur sonore de recul) et seront guidés par un chef de manœuvre.

L'entrepreneur devra blinder les fouilles et/ou terrassement ou réaliser des talus de façon à éviter tous risques d'ensevelissement.

Le stockage des terres de remblai seront écartées des fouilles afin d'éviter toute surcharge de bord de fouilles. Les fouilles à proximité seront protégées par une barrière en retrait de 1m.

Mise en place de passerelles avec garde-corps pour les franchissements des fouilles ou des sur largeurs de terrassement.

Avant tout travaux en fouille ou excavation, l'entreprise chargée de la mise en œuvre devra justifier de la stabilité et de la résistance de ces moyens de protection.

Les entreprises devront assurer le nettoyage des voiries et le maintien de la propriété de ces dernières

3. Travaux à proximité de réseaux enterrés et aériens

Chaque entreprise devra transmettre sa déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) aux exploitants des réseaux en charge concernés au moins 10 jours avant le début effectif des travaux.

Les DICT devront être réalisées pour chaque zone de travaux, elles devront être tenues à jours, elles devront être consultables sur chantier

Avant de croiser des réseaux divers une campagne de piquetage devra être faite systématiquement, pour déterminer avec exactitude l'endroit et la profondeur à laquelle se trouvent ces réseaux.

Tous les travaux à proximité de réseaux à risque (électrique, gaz, eau,...) devront être réalisés conformément au décret du 8 janvier 1965.

Les travaux seront réalisés manuellement, dès l'approche à une distance de 1M des réseaux

Tous les réseaux aériens devront être signalés.

Toutes les travaux à proximité de ligne HT / BT(aérienne ou enterrée) devront se faire suivant la réglementation :

- repérage des réseaux aériens et enterrés
- signaler la présence de la ligne électrique aérienne et indiquer la distance à ne pas dépasser.

Les travaux au voisinage de cette ligne devront être conforme à la réglementation en vigueur notamment aux articles R 4534-121 du code du travail et aux décrets N°2010-1016, N°2010-1018 et N°2010-1118

4. Organisation des manutentions et moyens de levage

Dispositions générales :

L'organisation des manutentions et des moyens de levage (qui sera abordée pendant le mois de préparation de chantier) est à la charge de chaque entreprise, mais doit être cohérente avec l'organisation et le plan d'installation du chantier. Si une entreprise utilise un engin de levage, celle-ci doit en informer l'utilisation aux autres entreprises intervenantes sur le chantier afin de permettre la mise en place de procédures, notamment lorsque :

- il est inévitable de transporter des charges au-dessus des personnes (Art R4323-36),
- la charge d'un appareil de levage croise une voie de circulation (Art R4323-37),
- deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées des installations ou montées sur un lieu de travail de telle façon que leurs champs d'action se recouvrent (Art R4323-38).

Principaux risques relatifs aux appareils et installations de levage : la mise en œuvre de tous ces appareils et installation génère des risques parmi lesquels peuvent être cités :

- le renversement de la charge,
- la retombée du chargement,
- le basculement de l'appareil,
- les heurts avec la charge, avec appareil, avec les organes mobiles, lors de la chute d'objet,
- les chutes de personnes de hauteur, de plain-pied,
- les risques résultant de la présence d'énergie : électrique, hydraulique, pneumatique,
- l'existence d'un confort insuffisant et de mauvaises conditions de travail.

Rappel : en application de l'article R4323-56 du Code du Travail, pour la conduite des équipements de travail appartenant aux catégories énumérées ci-dessous, les travailleurs doivent être titulaires d'une autorisation de conduite pour :

- grues mobiles,
- grues auxiliaires de chargement de véhicules,
- chariots automoteurs de manutention à conducteur porté,
- plates-formes élévatrices mobiles de personnes,
- engins de chantier télécommandés ou à conducteur porté.

L'autorisation de conduite est établie et délivrée au travailleur, par le chef d'entreprise, sur la base d'une évaluation effectuée par ce dernier. Cette évaluation, destinée à établir que le travailleur dispose de l'aptitude et de la capacité à conduire l'équipement pour lequel l'autorisation est envisagée, prend en compte les trois éléments suivants :

- un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail,
- un contrôle des connaissances et du savoir-faire de l'opération pour la conduite en sécurité de l'équipement de travailleur,
- une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

En plus de la vérification préalable des conditions d'accès, de la nature et la portance des sols destinés à recevoir des stations de levage/manutention, fixes ou mobiles, toutes les entreprises concernées tiendront obligatoirement compte dans l'installation du matériel (grue(s) ou engin(s) de levage/manutention), des dispositions réglementaires et des recommandations des comités techniques nationaux de la CNAMTS.

Vérification des engins :

L'ensemble des appareils de levage devra être vérifié conformément aux arrêtés du 1er, 2 et 3 mars 2004 version consolidée au 5 février 2015, avant leur mise en service sur le chantier.

Les rapports de vérification devront être communiqués au Coordonnateur SPS et être disponibles sur le chantier ou sur l'appareil en question.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc...) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation)
- périodiquement vérifiées par un Organisme de contrôle habilité.

Stabilité des supports et solidité :

Les équipements de travail et leurs éléments doivent être installés et pouvoir être utilisés de manière telle que leur stabilité soit assurée (Art. R4323-6). (Étude de sols, vérifications des fondations et du montage de grues à tour par organisme agréé).

Limitations des interférences :

Chaque entreprise devra prévoir des appareils adaptés au site et aux interventions. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé devra être abordé au cours de la visite d'inspection commune et les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront obligatoirement définis dans le PPSPS de l'entreprise utilisatrice.

Le planning des travaux sera organisé par le titulaire afin d'éviter toutes interférences entre appareils de levage.

En cas d'impossibilité, un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites sera obligatoirement mis en place par l'entreprise utilisatrice concernée.

Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences et d'un examen d'adéquation.

Mise à disposition d'engin de levage :

La mise à disposition d'engin de levage sera soumise à l'établissement d'une convention de prêt entre les entreprises. Cette convention devra traiter les points suivants :

- dénomination du conducteur
- habilitation, autorisation de conduite et informations
- chef de manœuvre
- appareils de levage
- élingage
- examen d'adéquation des charges levées
- entretien et contrôle périodique de l'engin
- répartition des frais

Prévention des renversements :

- dispositifs avertissant le conducteur en cas de dépassement de la charge maximale,
- marquage : comme tous les équipements de travail, l'appareil de levage doit être identifié. En outre, l'appareil de levage doit comporter la charge maximale d'utilisation (CMU) indiquée en clair pour les appareils susceptibles de lever une seule charge maximale, sous forme de tableaux et de croquis pour les appareils susceptibles de lever des charges maximales d'utilisation à différentes portées.
- notice d'instruction : en complément des informations prévues pour toutes les machines, la notice doit comprendre des indications relatives aux caractéristiques techniques (tableaux de charges, valeurs des actions sur les appuis et scellements, exigences auxquelles doivent répondre les voies de roulement, définition et moyen d'installation des lestages), au contenu du carnet de suivi de la machine, aux conseils d'utilisation, aux instructions nécessaires pour effectuer l'aptitude à l'emploi lorsque la machine n'est pas montée, dans sa configuration d'utilisation, chez le constructeur).

Grue(s) mobile(s) :

Pour la mise en œuvre de grue mobile, leur utilisation ne sera que ponctuelles et soumise à autorisation et justifié par un examen d'adéquation complet. Voir document INRS ED 6107, ou modèle suivant.

L'implantation de l'équipement de levage doit être choisie de telle manière qu'aucun élément de l'appareil ne puisse venir heurter un obstacle fixe (article R4523-8 du code du travail).

Circulation autour des engins de levage :

Les zones piétonnes devront être matérialisées et protégées de façon permanente (article R4323-52 du code du travail).

Un périmètre de sécurité délimitant les zones de danger doit englober celles de travail et de préparation. Ce périmètre devra être installé au sol et maintenu en état pendant toute la durée des travaux. Lorsque la présence de travailleurs à pied est néanmoins requise pour la bonne exécution des travaux, des mesures sont prises pour éviter qu'ils ne soient blessés par les équipements de levage de charge (article R4323-52 du code du travail).

MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

1. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules (camions auto-déchargeable, toupies, camions-bennes), devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer. Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

2. Registre de sécurité

Chaque entreprise mettra en place son propre registre de sécurité du chantier. Ce document devra être tenu à jour en temps réel, et être consultable à tout moment.

Ce registre regroupera les vérifications initiales et les vérifications périodiques, et notamment celles effectuées sur :

- Les installations électriques de chantier ;
- Les échafaudages de pied ou volants ;
- Les engins de levage et leurs accessoires ;
- Les engins de chantier ;

Ce registre enregistrera également les vérifications effectuées par la personne compétente de l'entreprise (nom et date de la vérification), notamment lors :

- De la mise en œuvre (après chaque déplacement) de treuils, palans, etc. ;
- Du montage d'échafaudages roulants ;
- De l'installation d'échelles à crinolines (si utilisation avant réception des travaux par le MOA).

Ce registre enregistrera de plus toutes les formations dispensées sur place : utilisation de lift de chantier, de treuil, etc...

3. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

4. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

5. Organisation de la co-activité

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES

1. Autorité et moyens donnés au CSPS par le maître d'Ouvrage

Le CSPS signalera au MOA et au MOE la présence sur site de toute entreprise dont l'agrément n'aura pas été porté à sa connaissance.

Le MOA donnera accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS aura autorité uniquement pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent, pour arrêter le chantier : s'il le juge nécessaire, il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

2. Conditions de coopération entre les intervenants

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole en début de réunion (ou à tout autre moment à convenir pendant la période de préparation).

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...
En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise sous-traitante.

Les fiches d'observations et compte-rendus de visites d'inspection communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Le registre journal de la CSPS sera consultable par tous les intervenants, par le biais du lien internet figurant en tête des livrables (visites d'inspection commune, fiches d'observation).

Les intervenants transmettront au CSPS leurs documents obligatoirement au format PDF.

3. Formation du personnel

Chaque entreprise sera tenue d'organiser une formation pratique et appropriée en matière de sécurité, au bénéfice des salariés intervenant sur le chantier.

La formation à la sécurité a pour objet d'instruire les salariés des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité et celle des autres personnes présentes sur le site.

A partir des risques auxquels ils sont exposés et des risques qu'ils peuvent générer, les informations sont données aux salariés dans les conditions fixées aux articles ci-après.

Cette information est à faire dès l'arrivée du salarié et à chaque fois que les conditions de circulation ou de travail changent.

Dispensée sur les lieux de travail cette formation doit revêtir un caractère pratique et adapté aux risques du chantier. Les salariés sont informés des risques spécifiques, aux travaux sous circulation, des règles de circulation des véhicules et engins, des chemins d'accès aux postes de travail, des issues et dégagements de secours, des instructions d'évacuation.

Chaque entreprise ne fait intervenir que du personnel qualifié, habilité et autorisé, conformément à ses obligations réglementaires.

4. Travailleurs étrangers

Le PPSPS sera compréhensible par les travailleurs étrangers. Des images simples, sur le principe des fiches didactiques (OPPBTP - CARSAT), sont conseillées pour être insérées dans le PPSPS. L'encadrement doit être capable de communiquer en français avec les acteurs du chantier et dans leur langue avec les ouvriers étrangers.

Il est rappelé extrait : « Art. R4141-5 L'employeur organise, dans les conditions fixées à l'article R4141-2, les actions de formation à la sécurité... Les formations dispensées tiennent compte de la formation, de la qualification, de l'expérience professionnelle et de la langue parlée ou lue des salariés appelés à en bénéficier »

5. Responsabilité de chaque entreprise

Chaque entrepreneur supporte l'entière responsabilité de toutes les mesures adoptées par lui pour assurer l'exécution des travaux et maintenir le bon ordre et la discipline dans le chantier.

Il est tenu d'assurer la bonne tenue, l'ordre, l'hygiène, la surveillance et la sécurité du chantier, de ses abords et de la voie publique, conformément aux lois et textes réglementaires, aux règlements de police, de voirie, d'hygiène ou autres, dont il ne saurait plaider l'ignorance, et conformément aux usages des professions du bâtiment.

Chaque entrepreneur est responsable de ses ouvriers et agents sur le chantier et ses abords en toute circonstance et pour quelle que cause que ce soit, ainsi que de tous accidents et de tous dommages, dégâts et détournements, que l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peut causer à toutes personnes quelles qu'elles

soient et de tous dommages, causés à tous biens (immeubles où les travaux sont exécutés, fonds voisins, voie publique et ses accessoires, etc ...) par son personnel, ses véhicules ou ses appareils.

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- aux mesures générales de protection et de solidarité
- aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail, dans la définition des postes de travail.
- aux actions des Organismes Professionnels d'hygiène et Sécurité et des Conditions de Travail
- aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses
- à la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme
- à mettre en œuvre, vis-à-vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention.

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

6. Prestataires de services

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise tels que livreurs, grues mobiles, monteurs d'échafaudages, sciage et carottage béton, etc.... devront :

- leur transmettre les informations qui les concernent du présent plan général de coordination.
- leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS.
- indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter des risques inhérents à leurs interventions.
- informer le coordonnateur SPS du recours à ces prestataires lors de l'inspection commune.
- accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7. Sous-traitance

L'entrepreneur titulaire du marché peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux et de la loi n° 75.1334 modifiée du 31 décembre 1975.

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître de l'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant son P.P.S.P.S. un formulaire du présent P.G.C. en précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la Sécurité des travailleurs. Le sous-traitant dispose d'un délai de 8 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur pour établir son propre P.P.S.P.S.

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de les faire agréer par le Maître d'Ouvrage et de leur communiquer, dès la conclusion du contrat, le nom et adresse des autres sous-traitants, de leur transmettre, sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants.

Les mesures définies au présent Plan Général de Coordination sont entièrement applicables à tous les sous-traitants et aux prestataires de service travaillant pour le compte de l'entreprise titulaire. Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du sous-traitant concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels. En cas de sous-traitance, l'interlocuteur du Maître d'Ouvrage est l'entrepreneur principal qui fera connaître et agréer ses sous-traitants par le Maître d'Ouvrage. Ceux-ci devront avoir les qualifications requises pour les travaux demandés.

L'entrepreneur est responsable de la bonne application par les entreprises sous-traitantes des dispositions du présent protocole et elle mettra en œuvre, pour ce faire, tous les moyens qu'elle jugera utile.

8. Non-respect des dispositions du Code du Travail

Les travaux seront menés en conformité avec l'article R4534-1 à 59 du Code du travail, et R4534-60 et suivant, s'agissant d'opérations de curage, déconstruction, démolition.

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

Par conséquent, en cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur (s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

9. Visite et courrier des Organismes Officiels de Prévention

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CARSAT ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

ORGANISATION DES SECOURS

1. Procédures - Accès

Le Coordonnateur devra être informé par chaque entreprise de tout accident ou incident immédiatement après les faits.

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. L'inspection du travail, la CARSAT et l'OPPBTP devront également être avisés dans les 48 heures.

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

2. Téléphone

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s),

A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que les numéros de secours du site.

3. Sauveteurs Secouristes du Travail

Les entreprises désignées en page 2, « organisation de chantier », assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour (1 SST pour 20 salariés).

4. Trousses de secours

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement).

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

AFFICHAGE DE SECURITE

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ

**LES POMPIERS
LE SAMU
ET DITES :**

 **18/15**

1. ICI CHANTIER de construction de 8 logements

ADRESSE : Rue Saint Norbert 54700 PONT A MOUSSON

TELEPHONE DU CHANTIER : Communiquer votre N° de téléphone

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

**ENVOYEZ QUELQU'UN A L'ENTREE DU CHANTIER
POUR GUIDER LES SECOURS.**

PUIS PREVEenez LES REPRESENTANTS DE LA DIRECTION DE CHANTIER.